

Pourquoi il faut dégrader la note de l'OCDE

note [hussonet](#) n°42, 5 décembre 2011

L'OCDE a égaré une année de croissance dans la zone euro

Cette note part du tableau ci-dessous, qui compare les prévisions de croissance dans la zone euro pour 2012, présentées dans les *Perspectives économiques* de l'OCDE de mai et novembre 2011.

Prévisions de croissance pour la zone euro en 2012

en Mai 2011	en Novembre 2011	différence
2,0	0,2	-1,8

En mai 2011, le *think tank* néolibéral prévoyait pour 2012 une croissance de 2 % dans la zone euro, après 1,7 % en 2010. A la page 102 des *Perspectives économiques*, un beau graphique reproduit un peu plus loin nous annonçait une reprise « *bien engagée* ». L'éditorial de Pier Carlo Padoan, Secrétaire général adjoint et Chef économiste de l'OCDE, était fièrement titré « A la recherche d'une croissance durable pour tous ».

On était donc sur la bonne voie : « *La reprise de la demande intérieure s'accélère et les exportations continuent de soutenir la croissance. La confiance se renforce et les conditions financières se sont améliorées* ».

Il y avait bien un petit bémol : « *le rythme de la reprise risque d'être freiné par l'assainissement requis des finances publiques (...) la crise de la dette souveraine et les déséquilibres persistants au sein de la zone euro font peser un risque majeur sur les perspectives* ».

Mais il n'empêche : « *un effort prolongé de consolidation budgétaire est nécessaire dans la plupart des pays pour stopper la progression du rapport de la dette au PIB, puis le ramener à des niveaux plus prudents. Des plans budgétaires pluriannuels plus crédibles et plus détaillés doivent être mis en place. Le renforcement des institutions budgétaires au niveau de l'UE et au niveau national, notamment au moyen des réformes envisagées, serait utile* ».

Et puis l'OCDE avait sa botte secrète : « *des réformes des marchés du travail et des produits sont nécessaires pour faciliter le rééquilibrage économique et stimuler la croissance à long terme. Associées à des réformes des politiques budgétaires et macroprudentielles, les réformes structurelles devraient améliorer la capacité de résistance de la zone euro* ».

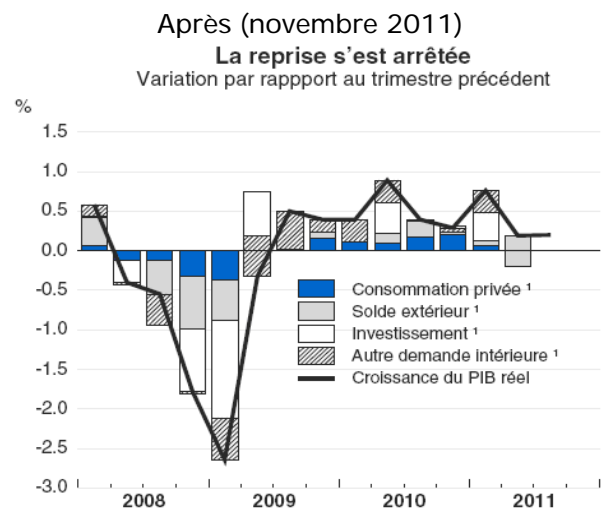
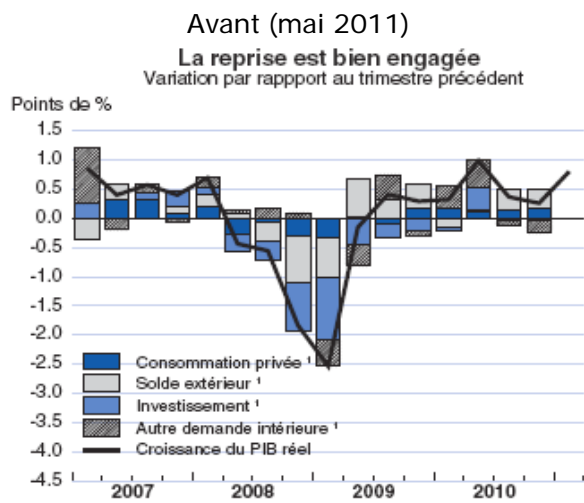
Six mois plus tard

La prévision de 2 % de croissance pour 2012 est tombée à 0,2 %. On a rarement connu une telle correction : 1,8 point de croissance en six mois ! Pire, la récession est annoncée pour le quatrième trimestre 2011 et le premier trimestre 2012, comme le montre le tableau ci-dessous. C'est en effet la définition canonique de la récession : deux trimestres consécutifs de recul du PIB. Mais qu'on se rassure : conformément à la méthodologie™ de l'OCDE, ça repart ensuite, avec une régularité de métronome en 2013.

2011		2012				2013			
T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
0,7	-1,0	-0,4	0,5	1,1	1,3	1,5	1,6	1,7	1,8

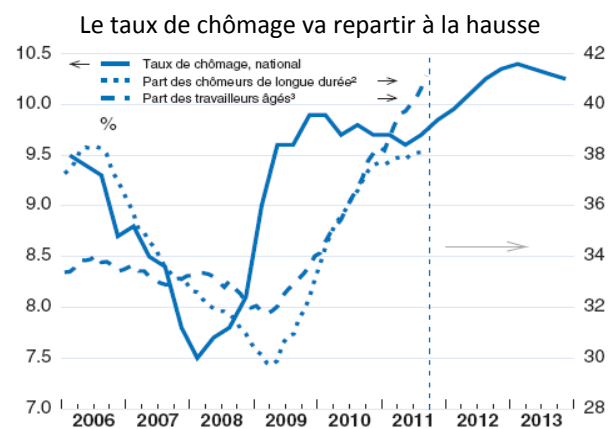
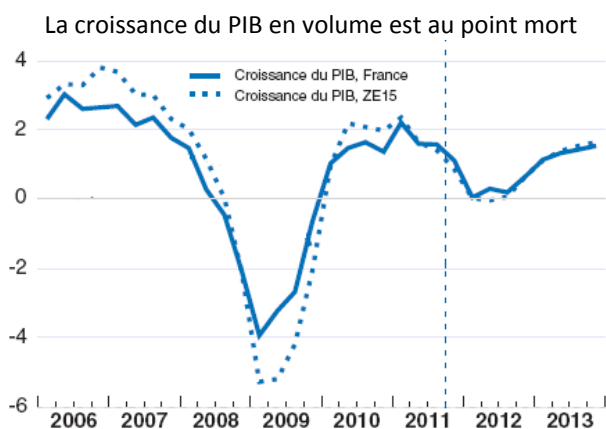
Cette formidable erreur de pronostic est parfaitement illustrée par la mise en regard des deux graphiques ci-dessous. A gauche (en mai) la reprise est bien « *bien avancée* » ; à droite (en novembre), elle s'est « *arrêtée* ». La confiance qui « *se renforçait* » s'est depuis « *affaiblie* ». « *L'action de relance monétaire* » devait, il y a six mois, « *être progressivement retirée* » ; désormais « *une poursuite de l'assouplissement monétaire s'impose pour soutenir l'activité* ». L'OCDE découvre que l'inflation qui avait « *fortement augmenté* » six mois plus tôt « *s'inscrira en repli* ». Elle constate que « *l'assainissement budgétaire [va] continuer de freiner la croissance de la*

demande » alors même qu'elle soutenait six mois plus tôt qu'un « effort prolongé de consolidation budgétaire [était] nécessaire ». L'OCDE découvre même que « le chômage va recommencer à augmenter ».



Où va la France ?

La France est au cœur de la tourmente européenne (voir graphiques ci-dessous). La croissance ne serait que de 0,3 % en 2012, après 1,6 % en 2011. Puis elle redémarrerait avec 1,4 % en 2013 (méthode OCDE™). Quant au chômage, il repartirait à la hausse « pour atteindre 10,4 % fin 2012 avant de se stabiliser en 2013 ».



Source : OCDE, *Perspectives économiques*, novembre 2011, p.102

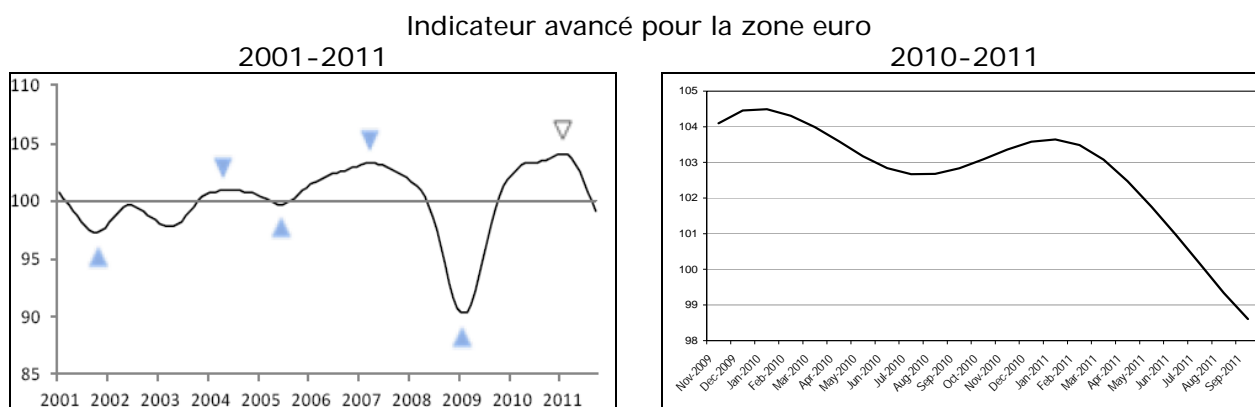
Les projections de l'OCDE font l'hypothèse que les objectifs budgétaires seront atteints, soit une réduction du déficit des administrations publiques de 5.7 % du PIB en 2011 à 4.5 % en 2012 et 3 % en 2013. Mais, note l'OCDE : « pour 2012, étant donné la faiblesse de la croissance économique et la hausse du coût de la dette, cela implique de prendre des mesures d'assainissement supplémentaires, de l'ordre de 0.4 % du PIB ».

Pour obtenir ce résultat, l'OCDE (mais de quoi se même-t-elle ?) liste une série de recommandations : « étendre la Révision générale des politiques publiques à tous les niveaux de l'administration [et] réduire la voilure des programmes peu efficaces par rapport à leurs coûts ». L'OCDE entre dans les détails et préconise « le regroupement des petites communes et la suppression des départements [qui] pourraient aussi représenter des sources d'économies d'échelle considérables ». Mais c'est du côté des dépenses de santé que l'OCDE lorgne particulièrement : « des économies substantielles (...) pourraient être réalisées sans nuire à la qualité du système ». Vieux refrain.

Pour sortir du marasme, l'OCDE propose une dose supplémentaire de médication néolibérale, par exemple ceci : « *le coin fiscal sur le travail devrait être abaissé, notamment via des allègements fiscaux temporaires sur les embauches* ». On trouve aussi cette perle, qui montre que l'OCDE est à l'affût des opportunités offertes par la crise : « *le contexte politique pourrait être favorable [sic] à la mise en œuvre, à moindre coût budgétaire, des réformes des marchés de produits attendues depuis longtemps. La priorité devrait être donnée à une réduction des réglementations applicables aux services professionnels, à la levée des obstacles réglementaires à l'entrée sur certains segments potentiellement concurrentiels des industries de réseaux et à l'assouplissement des restrictions concernant la concurrence dans le commerce de détail et l'ouverture de nouveaux magasins* ».

L'OCDE pouvait-elle prévoir ?

Certes, l'accélération de la crise des dettes, à partir du mois de juillet, ne pouvait pas être anticipée dans tous ses détails, et c'est elle qui a contribué à la brutalité du retournement. Cependant, l'OCDE dispose d'« indicateurs composites avancés », conçus pour anticiper les points de retournements de l'activité économique par rapport à sa tendance. Dans un [communiqué de presse du 14 novembre 2011](#), l'OCDE annonçait que ses indicateurs « continuent de signaler un ralentissement pour le mois de septembre 2011 dans la plupart des pays de l'OCDE et des grandes économies non membres ». En fait, le retournement est à peu près universel : en Europe, aux Etats-Unis, au Japon, en Chine, en Inde. Le graphique concernant la zone euro est reproduit ci-dessous à gauche. Dans le communiqué de l'OCDE le mot important est « continuent de ». Le retournement vient en effet plus tôt dans l'année. Si l'on agrandit le graphique à partir [des données](#) de l'OCDE, on obtient un nouveau graphique, ci-dessous à droite, qui montre que ce retournement date de Mars-Avril.



Pourquoi l'OCDE ne pouvait pas voir venir la récession

L'OCDE n'est pas seulement un institut de prévision, elle est aussi un prescripteur qui met en avant des recommandations d'inspiration néolibérale très précises, comme on a pu le voir. Elle avait signalé les risques de la conjoncture (« *le rythme de la reprise risque d'être freiné par l'assainissement requis des finances publiques* ») mais elle avait malgré tout choisi d'envoyer ce message très clair : « *un effort prolongé de consolidation budgétaire est nécessaire* ».

Et c'est là que s'enclenche un cercle vicieux : les recommandations du type de celles que faisait de l'OCDE ont été suivies d'effet, ce qui a contribué au retournement récessif. Mais elle ne pouvait le prévoir, non pas par incompetence, mais parce que ses prévisions sont faites sous contrainte politique. Elle doit prévoir quelque chose qui ne soit pas trop éloigné des effets d'annonce des classes dirigeantes. Or, les faits sont têtus, et il faut parfois, mais toujours après coup, faire volte-face. Le parallèle avec les agences de notation (l'OCDE, d'ailleurs, fonctionne sur le même registre) est parfait : en déclassant les Etats, elles font advenir ce qu'elles disent redouter.